

TOUT LE GOUVERNEMENT EN VACANCES DÈS LE 25 JUILLET

Pas de remaniement avant la fin de l'année

Abdelaziz Bouteflika «soulage» le staff gouvernemental, à sa manière, et pour cause ! Une banale note de la présidence enjoint à l'ensemble des ministres du gouvernement Ouyahia de préparer les bilans exhaustifs de chaque secteur, en prévision des traditionnelles séances d'audition du mois de Ramadan, ce qui met fin au suspense.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pas de remaniement ministériel en vue, donc. Du moins, «pas avant la fin de l'année», nous confie-t-on de bonne source.

Aussi, et sur ordre de Bouteflika toujours, «tous les membres du gouvernement, y compris le Premier ministre, sortiront en congé en même temps, contrairement aux années précédentes, où les ministres prenaient leur congé annuel par petits groupes successifs.

Pour cette année, les membres du gouvernement seront autorisés au

farniente estival dès le samedi 25 juillet, et ce, pour une période de quinze jours seulement. Ce sera à la rentrée de ces derniers que le président s'offrira, lui, quelques jours de congé», ajoute notre source.

Entre-temps, il sera sur la brèche, avec sa participation au sommet annuel du G8, prévu en Italie du 8 au 10 juillet prochain, puis, juste après, à un sommet arabe qui aura lieu les 15 et 16 juillet prochains à la station balnéaire de Charm-El-Cheikh, en Egypte.

De retour de ce même sommet, Bouteflika sera



Ouyahia et son gouvernement sortiront en congé au même moment.

occupé par la visite officielle que lui rendra son homologue cubain Raul Castro dont ce sera, par ailleurs, la deuxième visite en Algérie, en tant que chef d'Etat, en moins d'un an.

Un agenda «domestique» allégé

Parallèlement à cette intense activité diplomatique, Bouteflika a, en revanche, allégé de manière significative son agenda

domestique. «Il n'y a au programme pour cet été qu'un seul Conseil des ministres, prévu juste avant que le gouvernement ne parte en congé», affirme encore notre source.

Un Conseil où il sera notamment question de la préparation du mois de Ramadan ainsi que de la rentrée sociale. Et si tout le monde s'attendait à un remaniement gouvernemental, Bouteflika, lui, procédera à un mouvement dans le corps des walis ainsi que celui des chefs de daïra.

«Il sont d'ailleurs finalisés au niveau de la présidence de la République et n'attendent que l'annonce officielle.»

Par ailleurs, notre source démentira toute éventuelle visite à l'intérieur du pays d'ici la rentrée.

«La prochaine visite que l'on prépare pour après le Ramadan, le président l'effectuera, sauf événement majeur ailleurs, dans la wilaya de Khenchela.»

K. A.

DÉPART EN CONGÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le tabou de trop !

Entouré du plus grand secret, le départ du président de la République en congé est l'un des tabous les plus difficiles à transgresser. Où part-il ? Pour combien de temps ? Rien ne filtre.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les services de la présidence préfèrent fonctionner en occultant totalement cette réalité, laissant à la rue le soin de polémiquer sur l'absence du chef de l'Etat. La «tradition» a, pourtant, été bousculée sous Chadli.

Les Algériens avaient découvert, à la télévision, des images de ce dernier en polo bleu, recevant un invité dans sa résidence d'été de Bousfer. L'interlude fut très court puisque, depuis, aucun président algérien n'a communiqué la durée, ou la destination qu'il prendrait, pour les vacances.

Une situation qui renseigne – si besoin est – sur l'opacité et le manque de transparence, érigés en mode de gestion. Le président de la République, avec toute la charge de travail qui lui incombe a, en toute logique, besoin d'une période de repos pour se ressourcer.

Serait-ce une entorse à l'ordre établi que de communiquer là-dessus ? Tout porte à le croire, puisque le même flou entoure le départ des membres du gouvernement.

Les ministres communiquent de manière non officielle sur leur départ. Ils confient en off qu'ils ont été autorisés à prendre quelques jours de congé mais restent très discrets sur ce qu'ils comptent faire pendant leurs vacances.

Qu'est-ce qui les empêche de le faire ? Probablement le souci de cultiver le culte du secret, une institution en Algérie. C'est notamment le cas lorsque le président de la République s'éclipse brutalement.

Les pires rumeurs avaient circulé en 2007 lorsque, après une activité intense, Bouteflika avait brusquement disparu de la télévision. On le donnait pour malade. Certains affirmaient qu'il avait fait un déplacement à l'étranger

pour ces mêmes raisons de santé.

La polémique avait tellement enflé que le chef du gouvernement de l'époque avait dû intervenir, au milieu de la cacophonie, pour dire que le chef de l'Etat n'avait pas besoin qu'on lui signe un congé pour partir.

Cela illustre, à lui seul, la manière dont est géré ce volet de l'activité présidentielle.

Ne serait-il donc pas plus facile d'instaurer des traditions qui soient plus conformes à la transparence et au respect du mandat du président. N'est-ce pas qu'il est élu, et qu'il doit rendre des comptes ? La République ne s'effondrerait certainement pas si les



Abdelaziz Bouteflika.

Algériens apprenaient que leur président partait pour quelques jours passer des vacances dans tel ou tel

pays, ou dans telle ou telle ville algérienne. La confiance ne serait que renforcée et la communication ferait

barrière à la rumeur. Les pays qui ont une longue tradition démocratique ont déjà testé cette manière de faire, et leurs institutions n'ont pas été ébranlées pour autant.

Les Français savent, par exemple, exactement pour combien de temps et où part leur président. Ils ont même droit à des images de ce dernier faisant du jogging ou se prélassant sur une chaise longue.

Pourquoi les Algériens n'auraient-ils pas droit au même traitement ? La réponse est à chercher du côté de ceux qui, dans le sésail, ont pris le pari de l'immobilisme.

N. I.

WALIS ET CHEFS DE DAÏRA

Un mouvement pour meubler l'été

Sous le ciel d'Algérie, les grands chambardements institutionnels ne sont pas pour cet été. Le président de la République se suffira, croit-on savoir, d'un mouvement dans les corps des walis et des chefs de daïra.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Ce mouvement, qui, comme de coutume, se déclinera en rotations et nouvelles nominations, n'affectera en rien les orientations gouvernementales. En ce sens que les walis, tout comme les chefs de daïra, auront à tâche de mettre en application et de suivre les chantiers que le gouvernement lancera dans le cadre du quinquennat qui s'ouvre.

Les walis en poste, qui auront marqué le pas en matière d'exécution des missions qui leur ont été

dévolues, se verront, fort probablement, signifier une fin de mission. Cependant, on ne sait pas s'ils seront nombreux à plier bagage pour manque de performance. Comme on ne sait pas également l'étendue de la rotation.

En effet, rien n'a filtré sur les walis qui seront concernés par le mouvement que le président de la République a, dit-on, retenu d'opérer.

Ce que l'on sait, en revanche, avec certitude, c'est que la mise en perspective de ce mouvement

dans les corps des walis et des chefs de daïra ne retient pas le fameux projet de création de nouvelles circonscriptions administratives.

La promotion d'une centaine de daïras au rang de wilayas après jouissance deux années durant du statut de wilayas déléguées ne s'effectuera pas de sitôt.

Ce qui, en vérité, n'est pas un scoop, puisque le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a eu à affirmer que le projet avait encore besoin de mûrir. Pour rappel, le département de Noureddine Yazid-Zerhouni avait fait mention de quelque 95 daïras recensées comme éligibles, au statut de wilayas.

Mais bon nombre d'entre elles, sinon toutes avaient besoin de mise à niveau, notamment en matière d'infrastructures.

Le découpage administratif effectué en 1984 et qui a vu 17 daïras promues au rang de wilayas n'a pas été judicieux, de l'avis même du gouvernement. Le découpage en question avait plus obéi à des considérations politiques qu'à des paramètres objectifs. Ce qui a donné les résultats que d'aucuns connaissent.

C'est ce travers que le gouvernement, coordonné par Ahmed Ouyahia, voudrait aujourd'hui éviter. Aussi, il n'est pas exclu que les walis qui officieront après le mouvement attendu se verront adjoindre

comme supplémentaire lettre de mission de conduire la mise à niveau des daïras sélectionnées pour devenir wilayas.

Par se suffire du seul mouvement dans les corps des walis et des chefs de daïra pour cet été, le président de la République démentira de fait les rumeurs qui propagent l'immence de grandes décisions institutionnelles.

Des rumeurs auxquelles même Louisa Hanoune a collé une oreille attentive. Samedi, elle s'est senti le besoin de les évoquer. Manière de les crédibiliser. Or, il semble que les oracles n'ont pas parlé pour elle.

S. A. I.